

**Nations unies - Impact
environnemental des conflits armés
- Intervention de la représentante
permanente adjointe de la France
auprès des Nations unies - Réunion
du Conseil de sécurité en format
Arria**
(New York, 07 novembre 2018)

Je remercie le Koweït, éprouvé par la catastrophe écologique provoquée par la mise à feu de centaines de puits de pétrole lors de la guerre de 1991, et l'Allemagne pour l'organisation de cette réunion sur un sujet important.

Permettez-moi aussi de remercier MM. Satya Tripathi et Carl Bruch pour leurs interventions.

Comme cela a été mentionné par plusieurs orateurs avant moi, nous célébrions hier la "journée internationale pour la prévention de l'exploitation de l'environnement en temps de guerre et de conflits armés", qui offre l'occasion de rappeler que cette question est trop souvent reléguée au second plan. Pourtant, quand vient le temps de la reconstruction, c'est souvent sur l'environnement que l'impact des conflits est le plus durable, avec des conséquences à la fois sérieuse et de long terme sur les éco-systèmes et sur les populations.

Je citerai un exemple encore d'actualité pour la France, à quelques jours des cérémonies du 11 novembre. Encore aujourd'hui, cent ans après la première guerre mondiale, les agriculteurs du Nord Est de la France doivent parfois interrompre leurs travaux pour avoir trouvé un obus enfoui dans le sol.

Je voudrais aujourd'hui insister sur trois points :

1) Tout d'abord, sur le plan politique, il faut se féliciter que la protection de l'environnement soit devenue au fil des ans un sujet prioritaire de l'agenda international. Nous sommes désormais tous collectivement convaincus de la nécessité de lutter contre le réchauffement climatique, la désertification, la pollution, la préservation de la biodiversité et des écosystèmes. C'est l'une des raisons pour lesquelles le président de la République française a lancé avec plusieurs pays amis un processus pour l'adoption d'un Pacte mondial pour l'Environnement afin de consolider et de faire évoluer les droits fondamentaux en matière environnementale. Nous comptons à cet égard sur l'engagement et la mobilisation de tous lors des sessions de travail qui se tiendront sur ce sujet à Nairobi au premier semestre de l'année 2019.

Parallèlement, nous avons également pris conscience collectivement de la nécessité d'intégrer

la dimension environnementale dans la manière de prévenir et régler les conflits. À cet égard, l'adoption par consensus par l'Assemblée des Nations unies de l'environnement 2 en mai 2016 de la résolution sur la protection de l'environnement dans les zones affectées par les conflits armés témoigne de l'intérêt des Etats membres pour cette problématique.

Alors comment remédier aux atteintes durables que les conflits portent au sol, à l'eau, à la végétation, et donc aux ressources vitales et au bien-être des populations?

Je voudrais citer trois catégories de mesures de renforcement des capacités, d'expertise et d'évaluation :

- D'abord, l'échange d'informations
- Ensuite, l'évaluation post conflits des dommages causés sur l'environnement et des moyens à mettre en place pour y remédier
- Troisièmement, la mise en place de zones protégées d'intérêt commun en matière environnementale afin de protéger les écosystèmes fragiles et afin d'assurer les moyens de subsistance des communautés locales, en fournissant une aide spécifique aux pays concernés

Enfin quatrième point important, il faut lutter contre l'impunité des crimes commis contre l'environnement en période de conflit armé. À cet égard je souhaite rappeler que "le fait de diriger intentionnellement une attaque en sachant qu'elle causera incidemment (...) des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel qui seraient manifestement excessifs par rapport à l'ensemble de l'avantage militaire concret et direct attendu" est constitutif de crimes de guerre en vertu du Statut de la Cour pénale internationale. Je rappelle à cet égard le document de politique générale de la procureure Fatou Bensouda en 2016 dans lequel elle précise qu'elle "s'intéressera particulièrement aux crimes (...) impliquant ou entraînant, entre autres, des ravages écologiques, l'exploitation illicite de ressources naturelles ou l'expropriation illicite de terrains".

2)Deuxième grande observation que je souhaiterais souligner aujourd'hui : il ne faut pas négliger l'importance des facteurs environnementaux dans le déclenchement des conflits, ceci a été rappelé aussi par plusieurs orateurs avant moi. La lutte pour le contrôle des ressources naturelles est souvent à l'origine de tensions, qui peuvent dégénérer en conflits ouverts. Comme cela a été rappelé par M. Bruch, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a relevé que, lors des 60 dernières années, au moins 40% des conflits internes étaient liés à l'exploitation de ressources naturelles.

Le changement climatique, nous le savons, contribue à l'exacerbation de ces tensions. Au Darfour par exemple, les tensions sur l'accès à l'eau et aux terres ont largement contribué au déclenchement de la guerre en 2003. Les populations en subissent encore les conséquences. En RDC, c'est en grande partie l'exploitation illégale des ressources naturelles et la compétition pour l'accès à ces ressources qui contribue à la persistance de l'insécurité dans l'est du pays. Le débat que nous avons eu le 26 octobre en format Arria sur les relations entre eau, paix et

sécurité, a déjà très utilement mis ces points en exergue.

Ce constat n'est pas nouveau et cela fait dix ans déjà que l'Union européenne et l'ONU ont mis en place leur partenariat pour renforcer les capacités en matière de prévention des conflits et de gestion des terres et de ressources naturelles. Le Conseil de sécurité doit aujourd'hui se saisir lui aussi de ces enjeux, dans un objectif de prévention et de paix durable, pour éviter que les tensions sur l'environnement ne dégénèrent en conflit. La mise en oeuvre des objectifs du développement durable de l'Agenda 2030 contribuera à prévenir ces tensions. Mais leur impact se fera sentir à long terme. Or, les risques sont présents dès aujourd'hui. C'est pourquoi la France souhaite que le Secrétaire général puisse présenter chaque année un état des lieux des risques pour la paix et la sécurité que font peser les impacts des changements climatiques, dans toutes les régions du monde, et à différents horizons de temps. C'est ainsi que nous pourrions anticiper et mettre en place des réponses appropriées face à des menaces qui sont pour certaines imminentes, pour d'autres plus lointaines mais avec des conséquences tout aussi dévastatrices.

C'est le rôle des Nations unies et c'est le rôle de notre Conseil. La France continuera de travailler avec tous pour faire progresser cet objectif.

3) Enfin, dernier sujet sur lequel je voudrais attirer l'attention : l'impact environnemental des opérations de maintien de la paix. Les opérations de maintien de la paix ne sont pas en tant que telles parties au conflit et la problématique environnementale ne se pose pas pour elles dans les mêmes termes que pour les armées en guerre, mais, par leur simple présence, elles ont un impact sur l'environnement. Le Département des opérations de maintien de la paix et le département de l'appui aux missions en ont bien conscience et s'efforcent de le prendre en compte dans le déploiement et dès la planification des OMP. Nous devons les soutenir et encourager ces efforts.

Cette prise en compte de la dimension environnementale dès la planification d'une opération, c'est quelque chose que pratiquent aujourd'hui les armées françaises : lors de la phase de planification d'une opération, la présence d'infrastructures pouvant libérer des forces dangereuses est prise en compte, afin, à titre d'exemple, d'éviter de porter des dommages à des barrages qui aurait pour conséquence soit d'assécher ou, au contraire, d'inonder une région. Egalement à titre d'exemple, en particulier en zone désertique, la présence de puits d'eau est prise en compte avant de décider d'une opération.

À défaut de cette prise en compte de la dimension environnementale dans les opérations, des drames comme l'épidémie de choléra en Haïti pourront se reproduire. S'assurer que les OMP ont l'empreinte environnementale la moins forte possible n'est pas seulement une question d'éthique et de responsabilité, c'est aussi une question de coût et d'efficacité et, j'oserai dire, de respect pour l'Etat hôte. Souvent, les alternatives aux ressources fossiles sont par exemples plus efficaces, moins polluantes et moins coûteuses pour une OMP que la mise en place de lourdes chaînes logistiques. Alors que nous nous sommes fixés des objectifs ambitieux dans l'Accord de Paris pour lutter contre le changement climatique et que nous allons bientôt nous revoir à la COP24, les Nations unies doivent montrer l'exemple, dans ses différents sièges comme dans ses opérations sur le terrain.

Je vous remercie./.